



# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 25 novembre 1999

Pour être diffusé à 8 h 30

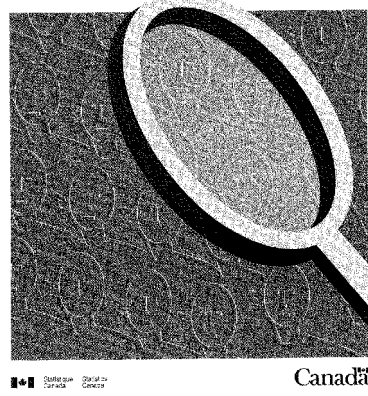
## PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

### ● Recettes monétaires agricoles et revenu agricole net, janvier à septembre 1999 et 1998 3

Au cours des neuf premiers mois de 1999, les recettes monétaires agricoles ont légèrement augmenté par rapport à la même période l'année précédente. La chute des recettes au chapitre des cultures a été compensée par la hausse des recettes attribuables à la production animale et des paiements de programme, lesquels ont atteint leur niveau le plus élevé en cinq ans. Les agriculteurs ont touché 22,0 milliards de dollars provenant des produits agricoles et des paiements de programme de janvier à septembre 1999, chiffre en hausse de 0,7 % par rapport à 1998.

(suite à la prochaine page)

### Recueil de statistiques de l'état civil, 1996



### Recueil de statistiques de l'état civil 1996

Le *Recueil de statistiques de l'état civil*, que l'on peut se procurer dès aujourd'hui, présente un résumé complet des tendances récentes pour ce qui est des naissances, des décès, des mortinaissances, des mariages et des divorces jusqu'à 1996. La plupart des données de la présente publication sont accompagnées de graphiques et portent sur la période s'échelonnant de 1986 à 1996.

Cette publication est un outil éducationnel et de référence essentiel pour, entre autres, les chercheurs, les étudiants et les démographes. Les données sur les naissances et les décès servent à produire certains des indicateurs sanitaires et démographiques les plus significatifs, notamment l'espérance de vie, la mortalité infantile, le poids à la naissance, les causes de décès et les taux de fécondité. De plus, la publication présente des comparaisons avec d'autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le *Recueil de statistiques de l'état civil 1996* (84-214-XPF, 45 \$; 84-214-XIF, 33 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Doreen Duchesne au (613) 951-6379 ou avec Russell Wilkins au (613) 951-5305, Division des statistiques sur la santé. Télécopieur: (613) 951-0792.



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

---

## **AUTRES COMMUNIQUÉS**

---

Dons de charité, 1998	8
La détention provisoire, 1988-1989 à 1997-1998	9
Recueil de statistiques de l'état civil, 1996	10
Innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 1998	11
Production et écoulement des produits du tabac, octobre 1999	11
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 20 novembre 1999	12
Scieries et ateliers de rabotage, septembre 1999 et troisième trimestre de 1999	12
Dépenses de protection de l'environnement des entreprises, 1996 et 1997	13

---

## **NOUVELLES PARUTIONS**

---

15

## PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

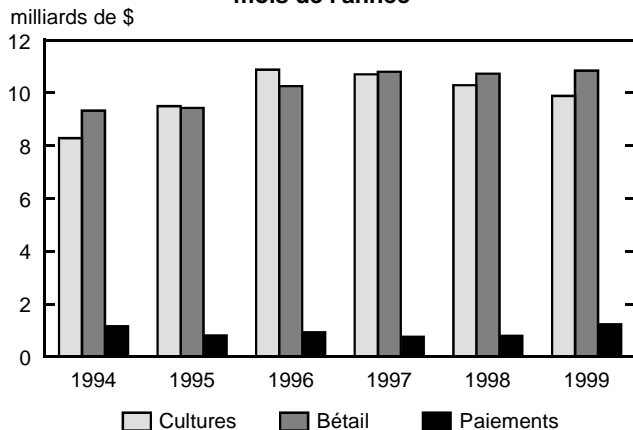
### Recettes monétaires agricoles et revenu agricole net

Janvier à septembre 1999 (recettes) et 1998 (revenu)

Au cours des neuf premiers mois de 1999, les recettes monétaires agricoles ont légèrement augmenté par rapport à la même période l'année précédente. La chute des recettes au chapitre des cultures a été compensée par la hausse des recettes attribuables à la production animale et des paiements de programme, lesquels ont atteint leur niveau le plus élevé en cinq ans.

Les agriculteurs ont touché 22,0 milliards de dollars provenant des produits agricoles et des paiements de programme de janvier à septembre 1999, en hausse de 0,7 % par rapport à la même période en 1998. Cette valeur était supérieure de 4,9 % à la moyenne quinquennale pour la période allant de 1994 à 1998, mais un peu moins que le sommet de 22,3 milliards de dollars enregistré en 1997.

#### Recettes monétaires agricoles pour les neuf premiers mois de l'année



Les producteurs de cultures végétales ont été les plus touchés, leurs recettes au chapitre des cultures ayant diminué de 3,9 % pour se chiffrer à 9,9 milliards de dollars, en baisse de 0,5 % par rapport à la moyenne quinquennale antérieure pour la même période. L'offre abondante de céréales à l'échelle mondiale a eu une forte incidence sur les prix qui, dans le cas de la plupart des céréales et des oléagineux, ont atteint leur niveau le plus bas depuis 1994.

Par ailleurs, les paiements bruts versés dans le cadre des programmes publics d'aide se sont chiffrés

#### Note aux lecteurs

Statistique Canada ne fait pas de prévisions quant aux recettes monétaires agricoles, aux dépenses d'exploitation ou au revenu net. Ces données sont tirées d'enquêtes et de données administratives provenant d'une vaste gamme de sources.

**Les recettes monétaires agricoles** mesurent le revenu brut des entreprises agricoles en dollars courants. Elles comprennent les ventes de productions végétales et animales (sauf les ventes entre les entreprises agricoles d'une même province) et les paiements de programme.

**Le revenu net comptant** (les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation) représente le montant en espèces généré par l'exploitation agricole, disponible aux fins de remboursement de dettes, d'investissement ou de retrait par le propriétaire.

**Le revenu net réalisé** (le revenu net comptant moins l'amortissement plus le revenu en nature) représente les flux financiers, en espèces ou non, de l'exploitation agricole. Le revenu net réalisé ne tient pas compte de la variation des stocks (c'est-à-dire de la valeur de la variation des stocks).

**Le revenu total net** (le revenu net comptant moins l'amortissement plus le revenu en nature plus la valeur de la variation des stocks) représente, pour le propriétaire, le rendement de ses investissements, la main-d'oeuvre non rémunérée, la gestion et le risque. Le revenu total net représente la production économique agricole dans l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits.

Le programme du **Compte de stabilisation du revenu net** (CSRN) comporte deux fonds. Le premier fonds réunit les dépôts des producteurs, tandis que le deuxième fonds regroupe les contributions gouvernementales de contrepartie ainsi que tous les intérêts accumulés des deux fonds. Seuls les retraits des producteurs du deuxième fonds sont considérés comme des paiements dans les recettes monétaires agricoles.

Le programme d'**Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole** (ACRA) prend la forme de paiements aux agriculteurs admissibles et de crédits aux administrations provinciales pour les programmes destinés à venir en aide aux producteurs. Les recettes monétaires agricoles comprennent uniquement les montants directement versés aux agriculteurs.

à 1,2 milliard de dollars, en hausse de 54,5 % par rapport à l'année précédente. Il s'agissait du niveau le plus élevé enregistré depuis 1993 et de la première fois depuis 1994 que ces paiements passaient la barre du milliard de dollars. Ce sont le programme du Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) et le programme d'Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole (ACRA) qui ont le plus contribué à cette augmentation.

Les recettes provenant du bétail ont progressé de 1,1 % pour se chiffrer à 10,8 milliards de dollars, en raison de la vigueur des secteurs laitier et bovin. Elles étaient supérieures de 7,3 % à la moyenne

quinquennale antérieure pour les trois premiers trimestres.

La faiblesse des prix des produits a touché les agriculteurs différemment d'une province à l'autre à cause d'un amalgame différent des produits mis en marché. En Saskatchewan, les recettes monétaires agricoles se sont chiffrées à 4,0 milliards de dollars, en forte baisse de 5,9 % par rapport aux neuf premiers mois de 1998. Les recettes provenant des cultures, qui représentaient 71,2 % des recettes totales des producteurs agricoles de la Saskatchewan, ont diminué de 12,6 % pour atteindre leur plus bas niveau depuis 1994. Les ventes de blé représentaient près du tiers des recettes provenant des cultures.

Ailleurs dans les Prairies, les recettes totales en Alberta sont demeurées pratiquement inchangées (+0,1 %), les recettes pour les bovins et les paiements de programme ayant annulé les baisses des recettes provenant des cultures. Au Manitoba, les recettes totales ont crû de 5,2 %, les recettes pour les cultures, le bétail et les paiements de programme ayant tous augmenté. L'augmentation des recettes des cultures provenait des agriculteurs qui ont livré plus de blé et différé moins de recettes provenant des cultures pour l'année suivante. Des abattages records de porcs et des exportations plus élevées ont principalement contribué à la hausse des recettes pour le bétail.

Les recettes en Ontario sont aussi demeurées pratiquement inchangées (-0,2 %). Les paiements de programme et les recettes tirées du maïs ont partiellement compensé les baisses de recettes pour le soja et le porc. Au Québec, les recettes ont été de 5,5 % plus élevées, en partie grâce aux forts gains réalisés dans les recettes pour le maïs et les produits laitiers ainsi qu'aux paiements de programme plus élevés.

### **La baisse des prix des céréales et des oléagineux a continué de faire diminuer les recettes au chapitre des cultures**

Le fléchissement des prix des céréales et des oléagineux a été le principal facteur à l'origine de la diminution des recettes au chapitre des cultures pendant les neuf premiers mois de 1999.

Les recettes monétaires tirées du canola ont reculé de 29,2 % pour se chiffrer à 1,3 milliard de dollars. Il s'agit de la plus forte baisse enregistrée. Les ventes ont diminué, la plus grande partie des récoltes de canola de 1998 ayant été livrées d'août à décembre 1998. L'offre canadienne et mondiale record d'oléagineux a continué d'exercer des pressions sur les prix.

Les recettes monétaires tirées du blé dur ont chuté de 22,9 % pour se chiffrer à 602 millions de dollars,

l'offre mondiale abondante ayant fait fléchir les prix du tiers. Cette baisse des recettes s'est produite en dépit d'une progression de 12,8 % des livraisons attribuable à une récolte record en 1998.

Les recettes provenant de l'orge ont reculé de 16,9 % pour se fixer à 394 millions de dollars, sous l'effet d'une diminution de 2,8 % des livraisons et d'une baisse de 18,7 % des prix. Des stocks mondiaux importants de céréales fourragères, qui s'expliquent partiellement par des récoltes exceptionnelles de maïs aux États-Unis, ont exercé une pression à la baisse sur les prix au cours des trois dernières années.

En revanche, les recettes monétaires agricoles provenant du maïs ont augmenté de 26,9 % pour se chiffrer à 519 millions de dollars. Une récolte record de maïs en 1998 a fait bondir les livraisons de 46,4 %, ce qui a plus que compensé la baisse des prix de 13,4 %.

Le secteur de la floriculture et de la culture en pépinière a enregistré une croissance de 8,4 % au chapitre des recettes monétaires, celles-ci s'établissant à 998 millions de dollars. Les recettes ont augmenté pendant six années consécutives, notamment en raison de la popularité croissante de l'aménagement paysager et du jardinage.

### **La vigueur des secteurs laitier et bovin a stimulé l'augmentation des recettes provenant du bétail**

La vigueur des secteurs laitier et bovin a entraîné une hausse modérée des recettes provenant du bétail au cours des neuf premiers mois de 1999. En dépit d'une diminution des ventes (-2,7 %), les recettes tirées des bovins et des veaux ont progressé de 2,6 % pour se fixer à 4,2 milliards en raison de la hausse des prix. Cette augmentation des prix des bovins et des veaux est attribuable à une demande plus vigoureuse.

Les recettes monétaires provenant du secteur des produits laitiers ont augmenté de 2,6 % pour atteindre 2,9 milliards de dollars, stimulées par une hausse du prix moyen (+1,8 %) et de la quantité de lait et de crème vendue (+0,8 %).

Toutefois, les recettes totales tirées de la production porcine se sont chiffrées à 1,8 milliard de dollars, en baisse de 2,6 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année dernière, ce secteur continuant à se remettre de la baisse des prix survenue à la fin de 1998. Un nombre record de porcs ont été abattus au cours des trois premiers trimestres de 1999. L'industrie porcine a connu une expansion rapide, particulièrement dans l'Ouest canadien.

### Les paiements de programme ont atteint leur niveau le plus élevé en cinq ans

Des revenus agricoles moins élevés, en raison de la faiblesse des prix des produits et des conditions météorologiques défavorables, ont contribué à l'augmentation des paiements provenant des programmes d'aide gouvernementaux.

Les paiements versés aux agriculteurs en vertu des programmes d'aide gouvernementaux se sont chiffrés à 1,2 milliard de dollars au cours des neuf premiers mois de 1999, chiffre en hausse de 54,5 % par rapport à la même période un an plus tôt et supérieur de 37,7 % à la moyenne quinquennale antérieure de 893 millions de dollars.

Les retraits de la partie gouvernementale du CSRN ont plus que doublé pour atteindre 337 millions de dollars, le revenu agricole ayant accusé un recul en 1998. L'augmentation du seuil de revenu minimum pourrait également expliquer le niveau plus élevé des retraits.

Les paiements effectués en vertu du programme d'ACRA et des programmes provinciaux connexes en matière de catastrophes se sont chiffrés à 211 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 1999. Lancé à la fin de 1998, le programme d'ACRA est un programme national de deux ans destiné à fournir une assistance aux producteurs aux prises avec des baisses considérables du revenu causées par des circonstances indépendantes de leur volonté.

Les agriculteurs du Manitoba et de la Saskatchewan touchés par les excès d'eau au printemps 1999 ont reçu 55 millions de dollars de nouveaux programmes ayant été mis en oeuvre afin d'indemniser les producteurs pour les retards d'ensemencement et les dommages subis dans les champs.

### Le revenu net comptant a fléchi en 1998

Le revenu net comptant des exploitations agricoles a fléchi de 9,3 % en 1998 pour se chiffrer à 6,3 milliards de dollars comparativement aux 6,9 milliards de dollars enregistrés en 1997, selon les données révisées. C'est la première fois que le revenu net comptant accuse un recul depuis 1993. (Les données provisoires ont été publiées dans *Le Quotidien* du 27 mai 1999.)

Le prix peu élevé du porc et la léthargie des marchés des céréales ont été des facteurs déterminants de cette baisse. Malgré le recul marqué enregistré en 1998, le revenu net comptant était pratiquement le même que la moyenne quinquennale de 6,3 milliards de dollars.

Le revenu net comptant correspond à l'écart entre les recettes monétaires et les dépenses d'exploitation. En 1998, les recettes monétaires ont diminué pour la première fois en sept ans pour se chiffrer à 29,6 milliards de dollars, tandis que les dépenses d'exploitation se sont accrues pour atteindre un niveau record de 23,4 milliards de dollars.

Des baisses de 3,8 % dans le secteur des cultures et de 1,3 % dans le secteur du bétail se sont traduites par une diminution de 413 millions de dollars dans les recettes monétaires agricoles.

Les dépenses d'exploitation ont connu une légère hausse de 1,0 %. Les augmentations les plus fortes ont été observées dans les achats de bétail et de volaille (+18,5 %) et dans les frais d'intérêts (+11,2 %). L'abolition de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* en 1995 a entraîné l'expansion du secteur du bétail dans l'Ouest canadien. La hausse des frais d'intérêts est attribuable à un bond de 9,0 % au chapitre de l'endettement agricole.

En dépit de la baisse du revenu net comptant, le revenu total net est resté positif, augmentant de 18,9 % pour se chiffrer à 2,9 milliards de dollars en 1998. Le revenu total net correspond au revenu net comptant rajusté en fonction de l'amortissement, de la valeur de la variation des stocks et du revenu en nature. La production record de blé dur et de maïs en 1998 a contribué à accroître les stocks agricoles de céréales en fin d'année. Bien que le revenu total net ait enregistré une hausse substantielle en 1998, il reste bien en deçà de la moyenne quinquennale de 3,4 milliards de dollars.

### Données stockées dans CANSIM: matrices 171, 172, 208 à 215, 225, 244, 263 à 272, 3571 à 3603 et 5678.

Le numéro de janvier à septembre 1999 de la publication *Recettes monétaires agricoles*, (21-001-XIB, 15 \$ / 48 \$) paraîtra sous peu. Le supplément de la publication *Statistiques économiques agricoles*, n° 99-002 (21-603-UPF, 26 \$ / 52 \$) paraîtra en janvier 2000. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Martin Beaulieu au (613) 951-6357 ([martin.beaulieu@statcan.ca](mailto:martin.beaulieu@statcan.ca)), Division de l'agriculture. □

## Recettes monétaires agricoles

	Janv. à sept. 1998 <sup>r</sup>	Janv. à sept. 1999 <sup>p</sup>	Janv.-sept. 1998 à janv.-sept. 1999	Juillet à sept. 1998 <sup>r</sup>	Juillet à sept. 1999 <sup>p</sup>	Juillet-sept. 1998 à juillet-sept. 1999
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
<b>Canada</b>	<b>21 819</b>	<b>21 964</b>	<b>0,7</b>	<b>7 128</b>	<b>7 366</b>	<b>3,3</b>
Tout blé <sup>1</sup>	2 730	2 445	-10,4	907	829	-8,6
Blé, sauf blé dur <sup>1</sup>	1 949	1 843	-5,4	656	614	-6,4
Blé dur <sup>1</sup>	781	602	-22,9	251	214	-14,7
Orge <sup>1</sup>	474	394	-16,9	134	144	7,5
Recettes différées	-514	-176	-65,8	-228	-88	-61,4
Réalisation des recettes différées	971	924	-4,8	-	-	-
Canola	1 811	1 282	-29,2	766	513	-33,0
Soya	507	388	-23,5	148	141	-4,7
Maïs	409	519	26,9	129	141	9,3
Autres céréales et oléagineux	430	327	-24,0	211	115	-45,5
Autres cultures	3 475	3 786	8,9	1 227	1 353	10,3
<b>Total, cultures</b>	<b>10 294</b>	<b>9 889</b>	<b>-3,9</b>	<b>3 295</b>	<b>3 148</b>	<b>-4,5</b>
Bovins et veaux	4 095	4 202	2,6	1 373	1 405	2,3
Porcs	1 815	1 767	-2,6	594	638	7,4
Produits laitiers	2 852	2 925	2,6	952	952	-
Volaille	1 190	1 178	-1,0	412	416	1,0
Autre bétail	778	773	-0,6	249	255	2,4
<b>Total, bétail</b>	<b>10 730</b>	<b>10 845</b>	<b>1,1</b>	<b>3 581</b>	<b>3 667</b>	<b>2,4</b>
Compte de stabilisation du revenu net	163	337	106,7	71	147	107,0
Paiements d'assurance-récolte	181	164	-9,4	95	117	23,2
Programme provincial de stabilisation	276	326	18,1	16	68	325,0
Subventions aux produits laitiers	102	80	-21,6	34	24	-29,4
Autres programmes	74	323	336,5	37	195	427,0
<b>Total, paiements</b>	<b>796</b>	<b>1 230</b>	<b>54,5</b>	<b>253</b>	<b>551</b>	<b>117,8</b>

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

<sup>1</sup> Inclut les paiements de la Commission canadienne du blé.

- Néant ou zéro.

**Note:** Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

## Recettes monétaires agricoles provinciales

	Janv. à sept.1998 <sup>r</sup>	Janv. à sept. 1999 <sup>p</sup>	Janv.-sept. 1998 à janv.-sept. 1999	Juillet à sept. 1998 <sup>r</sup>	Juillet à sept. 1999 <sup>p</sup>	Juillet-sept. 1998 à juillet-sept. 1999
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
<b>Canada</b>	<b>21 819</b>	<b>21 964</b>	<b>0,7</b>	<b>7 128</b>	<b>7 366</b>	<b>3,3</b>
Terre-Neuve	54	59	9,3	19	21	10,5
Île-du-Prince-Édouard	233	256	9,9	62	66	6,5
Nouvelle-Écosse	263	274	4,2	97	106	9,3
Nouveau-Brunswick	244	267	9,4	82	92	12,2
Québec	3 485	3 675	5,5	1 125	1 252	11,3
Ontario	4 979	4 967	-0,2	1 738	1 738	-
Manitoba	2 161	2 274	5,2	723	743	2,8
Saskatchewan	4 272	4 018	-5,9	1 248	1 266	1,4
Alberta	4 795	4 799	0,1	1 632	1 663	1,9
Colombie-Britannique	1 332	1 376	3,3	403	419	4,0

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

- Néant ou zéro.

**Note:** Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

**Revenu agricole net**

Canada	1997	1998	1997 à 1998
	millions de \$		var. en %
Recettes monétaires totales	30 061	29 648	-1,4
- Dépenses d'exploitation après remises	23 167	23 398	1,0
= Revenu net comptant	6 895	6 250	-9,3
+ Revenu en nature	158	152	-3,8
- Frais d'amortissement	3 598	3 731	3,7
= Revenu net réalisé	3 455	2 671	-22,7
+ Valeur de la variation des stocks	-1 043	197	...
= Revenu net total	2 412	2 868	18,9

... N'ayant pas lieu de figurer.

**Note:** Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.



---

## AUTRES COMMUNIQUÉS

---

### Dons de charité

1998

En 1998, 5,4 millions de Canadiens ont affirmé dans leur déclaration de revenus avoir fait des dons de charité, un chiffre en hausse de 2,1 % par rapport à celui de 1997. La baisse du nombre de donateurs qui avait été observée en 1997 a donc été de courte durée, et le nombre de donateurs est redevenu semblable à ce qu'il a été au cours des années 1990.

Par ailleurs, les dons de charité ont continué d'augmenter, passant de 4,3 milliards de dollars à 4,6 milliards de dollars, en hausse de 7,7 %. Depuis 1991, le montant total des dons de charité ne cesse d'augmenter chaque année. Tous les montants ont été corrigés en fonction de l'inflation selon l'Indice des prix à la consommation.

Seuls la Saskatchewan (-0,1 %), et le Yukon (-3,0 %) ont connu une baisse du nombre de donateurs. La Nouvelle-Écosse (+2,5 %), l'Ontario (+2,7 %), l'Alberta (+3,2 %) et le Nunavut (+9,8 %) ont connu une hausse plus substantielle. La variation de 1997 à 1998 pour le Nunavut est importante mais elle repose sur de petits nombres.

Le montant des dons a aussi augmenté dans la plupart des provinces et des territoires. Les hausses les plus fortes ont été observées en Nouvelle-Écosse (+6,1 %), au Québec (+7,4 %) et en Ontario (+11,4 %). Parmi les provinces et les territoires, la Saskatchewan (-2,7 %) et les Territoires du Nord-Ouest (-0,6 %) sont les deux seuls à avoir connu une baisse du montant des dons.

Un peu plus du quart des Canadiens (25,8 %) ayant fait une déclaration de revenus ont déclaré leurs dons de charité, un pourcentage plutôt semblable à celui de 1997 (25,7 %). Cependant, c'est en vieillissant que l'importance des dons de charité dans les déclarations de revenus augmente. Les personnes de 65 ans et plus étaient proportionnellement plus susceptibles de déclarer davantage leurs dons que les autres groupes d'âge et, de ce fait, font probablement plus de dons de charité que les déclarants des autres groupes d'âge. L'âge moyen des donateurs est d'ailleurs assez élevé, se situant à 51 ans.

Pour la première fois depuis 1991, ce n'est plus Terre-Neuve mais l'Île-du-Prince-Édouard qui déclare le plus gros don médian (la médiane est la valeur centrale où la moitié des montants lui sont supérieurs et l'autre moitié lui sont inférieurs), ce dernier se chiffrant à 280 \$. Par contre, pour l'ensemble du Canada le don médian est encore cette année de 170 \$. En général, les dons médians sont plutôt stables.

**Nota:** La banque de données sur les dons de charité fournit des renseignements au sujet des déclarants qui ont réclamé une déduction pour des dons de charité dans leur déclaration de revenus de 1998. Seuls les dons versés aux organismes agréés qui offrent des reçus officiels sont admissibles à des déductions. Il est possible de reporter des dons de charité sur les cinq années suivant l'année où ils ont été versés. La banque de données sur les dons de charité de 1998 peut donc comprendre des dons versés au cours des cinq dernières années, mais qui n'ont été réclamés qu'en 1998. Selon le droit fiscal, les déclarants peuvent réclamer à la fois leurs dons de charité et ceux de leur conjoint afin d'obtenir de meilleurs avantages fiscaux. Par conséquent, le nombre de personnes qui versent des dons de charité pourraient être plus élevé que le nombre de personnes qui déclarent des dons de charité.

La banque de données sur les dons de charité (13C0014) est disponible pour le Canada, les provinces et les territoires, les villes, les régions métropolitaines de recensement, les divisions de recensement ainsi que les régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (les trois premiers caractères des codes postaux) et les itinéraires de facteurs.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 ([saadinfo@statcan.ca](mailto:saadinfo@statcan.ca)), Division des données régionales et administratives. Télécopieur: (613) 951-4745. □



## Donateurs et dons de charité

1998

	Donateurs		Dons de charité		Don médian \$
	Nombre	1997 à 1998	Montant	1997 à 1998	
		var. en %	milliers de \$	var. en %	
<b>Canada</b>	<b>5 396 850</b>	<b>2,1</b>	<b>4 641 468</b>	<b>7,7</b>	<b>170</b>
Terre-Neuve	80 880	0,7	50 803	2,1	270
Île-du-Prince-Édouard	26 510	1,3	19 116	4,9	280
Nouvelle-Écosse	158 770	2,5	115 219	6,1	230
Nouveau-Brunswick	125 390	1,7	101 562	1,6	260
Québec	1 202 910	1,7	510 361	7,4	100
Ontario	2 211 880	2,7	2 234 908	11,4	210
Manitoba	233 480	0,7	207 832	1,5	210
Saskatchewan	190 180	-0,1	168 176	-2,7	250
Alberta	517 440	3,2	549 478	5,1	200
Colombie-Britannique	640 500	1,5	677 159	5,0	200
Yukon	3 550	-3,0	2 810	3,0	160
Territoires du Nord-Ouest <sup>1</sup>	3 910	2,9	2 961	-0,6	150
Nunavut <sup>1</sup>	1 450	9,8	1 085	7,8	260

<sup>1</sup> Les données des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut sont basées sur les limites territoriales actuelles, alors que le Nunavut est officiellement devenu un nouveau territoire en avril 1999.

## La détention provisoire

1988-1989 à 1997-1998

Un nouveau rapport intitulé *L'utilisation de la détention provisoire au Canada*, qui paraît aujourd'hui, renferme un examen des tendances dans le renvoi en détention provisoire de personnes qui ont été accusées d'une infraction et qui attendent de comparaître de nouveau en cour.

Le rapport indique que le nombre d'adultes renvoyés en détention provisoire représente une proportion croissante de toutes les personnes incarcérées.

Au cours de l'exercice financier 1997-1998, près de 103 000 adultes ont été admis à la détention provisoire dans un établissement correctionnel (à l'exclusion du Manitoba), soit 50 % de tous les adultes admis à la garde. Il y a une décennie, cette proportion était de 39 %. Si la proportion de mises en détention provisoire a augmenté, c'est que le nombre d'adultes condamnés à l'incarcération au cours des cinq dernières années a diminué plus rapidement que le nombre de personnes mises en détention provisoire.

De 1988-1989 à 1997-1998, le nombre d'admissions à la détention provisoire au Canada (à l'exclusion du Manitoba qui n'avait pas de données complètes) a augmenté de 43 %. Après avoir atteint un sommet en 1992-1993, le nombre de personnes détenues de cette façon a reculé de 6 %. Par contre, le nombre d'adultes qui se sont vu imposer une peine

d'emprisonnement au moment de la condamnation a chuté de 18 % pendant la même période de cinq ans.

De 1988-1989 à 1997-1998, l'augmentation du recours à la détention provisoire a énormément varié entre les secteurs de compétence. Les augmentations les plus fortes ont été enregistrées en Colombie-Britannique (+128 %), en Ontario (+83 %) et en Saskatchewan (+50 %).

Alors que le nombre d'adultes en détention provisoire représentait 50 % des adultes admis à la garde en 1997-1998, les jeunes admis en détention provisoire représentaient 60 % des admissions totales à la garde.

Notamment, le rapport établit le profil des adultes et des jeunes contrevenants renvoyés en détention provisoire, examine la durée de leur séjour en détention et fournit des données sur les infractions dont ils ont été accusés.

Le rapport intitulé *L'utilisation de la détention provisoire au Canada* (85-550-XIF, 26 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données ou pour commander un exemplaire du rapport, communiquez avec l'Information et les services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

## Recueil de statistiques de l'état civil 1996

Le *Recueil de statistiques de l'état civil*, que l'on peut se procurer dès aujourd'hui, présente un résumé complet des tendances récentes pour ce qui est des naissances, des décès, des mortinaissances, des mariages et des divorces jusqu'à 1996.

Les données sur les naissances et les décès servent à produire certains des indicateurs sanitaires et démographiques les plus significatifs, notamment l'espérance de vie, la mortalité infantile, le poids à la naissance, les causes de décès et les taux de fécondité. Qui plus est, on peut suivre ces indicateurs au fil du temps.

La plupart des données de cette publication sont accompagnées de graphiques et portent sur la période s'échelonnant de 1986 à 1996. Le chapitre sur les principales causes de décès vise plutôt la période allant de 1979 à 1996. La publication fournit des données provinciales et territoriales, ainsi que des données sur les régions infraprovinciales. Un chapitre est consacré aux comparaisons avec d'autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Au Canada, 1 001 enfants sont nés, 582 personnes sont décédées, 428 couples se sont mariés et 195 divorces ont été accordés, en moyenne, chaque jour en 1996.

Le nombre de nouveaux mariages a chuté pour atteindre 156 700 en 1996, en baisse de 18 % depuis 1989 (190 600 mariages). Par ailleurs, le nombre de mariages enregistrés en 1996 a été le plus faible en 30 ans, et ce, malgré une croissance importante de la population au cours de la même période. Cette diminution est attribuable à la popularité des unions de fait, surtout au Québec, où l'on observe le taux brut de nuptialité le plus faible de toutes les provinces.

L'âge moyen au premier mariage a augmenté régulièrement depuis 1986 autant pour les hommes que pour les femmes: en moyenne, les femmes contractant leur premier mariage étaient âgées de 27,3 ans en 1996, comparativement à 24,8 ans dix ans auparavant, et leurs homologues masculins étaient âgés de 29,3 ans et de 27,0 ans respectivement.

La proportion de couples mariés susceptibles de divorcer avant leur 30<sup>e</sup> anniversaire de mariage (l'indice synthétique de divortialité) allait de 24 % à l'Île-du-Prince-Édouard à 56 % au Yukon. L'indice synthétique de divortialité était également élevé au Québec (46 %) et en Colombie-Britannique (45 %).

La proportion des naissances vivantes enregistrées pour les femmes dans la trentaine et plus a augmenté sans cesse ces dernières années. En 1986, 29 % des

naissances vivantes étaient issues de femmes âgées de 30 ans et plus; en 1996, cette proportion s'élevait à 44 %.

Le taux de mortalité infantile, qui est un important indicateur international de la santé de la population, a baissé pour la plupart des années de 1986 à 1996. Pour la première fois, en 1996, le taux de mortalité infantile a chuté sous la barre de 6 décès infantiles pour 1 000 naissances vivantes.

De 1986 à 1996, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 2,4 ans chez les hommes pour atteindre 75,7 ans, et de 1,4 an chez les femmes pour atteindre 81,4 ans. Par conséquent, l'écart entre les sexes pour ce qui est de l'espérance de vie s'est amenuisé, passant de 6,7 à 5,7 ans au cours de la décennie.

Depuis 1979, le taux comparatif de mortalité attribuable à la maladie d'Alzheimer a fait un bond, passant de 0,4 décès pour 100 000 habitants (le taux étant le même pour les hommes et les femmes) à 7 décès pour 100 000 hommes et 8 décès pour 100 000 femmes en 1996. Cette augmentation peut s'expliquer par de meilleurs diagnostics effectués par des professionnels de la santé.

### Statistiques de l'état civil

	1986	1996
Nombre de mariages	175 518	156 691
Taux brut de nuptialité <sup>1</sup>	6,7	5,2
Nombre de divorces	78 304	71 528
Taux brut de divortialité <sup>1</sup>	3,0	2,4
Nombre d'enfants vivants	372 858	366 200
Taux brut de natalité <sup>1</sup>	14,2	12,2
Indice synthétique de fécondité <sup>2</sup>	1,59	1,59
Nombre de décès	184 224	212 880
Taux brut de mortalité <sup>1</sup>	7,0	7,1
Nombre de décès infantiles	2 938	2 051
Taux de mortalité infantile <sup>3</sup>	7,9	5,6
Espérance de vie (en années)		
Hommes	73,3	75,7
Femmes	80,0	81,4

<sup>1</sup> Le nombre d'événements pour 1 000 habitants.

<sup>2</sup> Le nombre d'enfants qu'une femme peut s'attendre à avoir au cours de sa vie. Les naissances compensent les décès quand l'indice synthétique de fécondité est d'environ 2,1.

<sup>3</sup> Le nombre de décès infantiles (décès d'un enfant de moins d'un an) pour 1 000 naissances vivantes.

La publication *Recueil de statistiques de l'état civil 1996* (84-214-XPF, 45 \$; 84-214-XIF, 33 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Doreen Duchesne au (613) 951-6379 ou avec Russell Wilkins au (613) 951-5305, Division des statistiques sur la santé. Télécopieur: (613) 951-0792. Pour commander des tableaux personnalisés, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1746, Division des statistiques sur la santé. Télécopieur: (613) 951-0792. ■

## Innovation dans l'industrie de la transformation des aliments 1998

La recherche et le développement et l'utilisation de pratiques d'ingénierie de pointe sont au coeur du processus d'innovation dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments, suivant les conclusions d'une nouvelle étude consacrée à l'évaluation du degré d'innovation qu'on observe aujourd'hui au sein de cette industrie.

Cette étude a révélé que l'industrie canadienne de la transformation des aliments est très innovatrice. On axe, en général, l'innovation dans cette industrie sur des améliorations qui ont trait à la qualité, en y introduisant des produits de grande qualité et en y accroissant le contrôle de cette dernière. De 1995 à 1998, trois usines sur quatre dans cette industrie ont introduit au moins une innovation. Environ 70 % ont introduit une innovation en matière de produits, tandis que 60 % ont innové sur le plan de leurs méthodes de transformation.

Les usines qui ont fabriqué des produits alimentaires spécialisés (des produits à valeur ajoutée élevée comme les repas préparés, les pizzas surgelées, les tablettes de chocolat et les grignotines) étaient les leaders en ce qui a trait aux innovations en matière de produits et de procédés.

La recherche et le développement constituent une composante importante de l'innovation et sont suivis de près par l'adoption dans les usines de pratiques d'ingénierie de pointe. Les usines qui effectuent de la recherche et du développement accroissent leurs chances d'innover de 50 % et celles qui adoptent des pratiques d'ingénierie de pointe, de 33 %.

Les grandes usines sont plus innovatrices que les petites, une différence qui a été fortement associée aux variations en ce qui concerne les capacités de recherche et de développement et d'ingénierie. De plus, la concurrence s'accroît dans l'industrie susmentionnée et les marchés plus compétitifs s'y caractérisent par des niveaux d'innovation plus élevés.

Le contrôle par des intérêts étrangers est important dans l'industrie de la transformation des aliments. En 1995, plus de 40 % des livraisons dans cette industrie provenaient d'usines qui étaient contrôlées par de tels intérêts. Environ 42 % des entreprises contrôlées par des intérêts étrangers avaient introduit une innovation dans leurs méthodes de transformation, comparativement à seulement 30 % à peu près des entreprises contrôlées par des intérêts nationaux. Les entreprises multinationales constituent d'importants véhicules pour le transfert de connaissances technologiques sous forme d'innovations en matière de procédés.

**Nota:** Les données de la présente étude proviennent de l'Enquête sur les technologies de pointe dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments menée en 1998 par Statistique Canada. Un rapport détaillé des résultats de cette enquête intitulé «Technologie de pointe dans le secteur de la transformation des aliments au Canada» sera bientôt diffusé. Les sujets traités dans le rapport incluent l'environnement concurrentiel auquel sont confrontées les usines de transformation des aliments, les stratégies d'affaires de celles-ci, leur utilisation des pratiques commerciales avancées et des technologies de pointe, les répercussions de l'adoption de ces technologies de même qu'un regard sur la compétitivité technologique de ces établissements.

Le document n° 101 de la Direction des études analytiques *L'activité innovatrice dans les établissements canadiens de transformation des aliments: l'importance des pratiques d'ingénierie* est maintenant disponible. On peut en obtenir des copies en communiquant avec Louise Laurin au (613) 951-4676 ou à partir du site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au (613) 951-8588 ou avec David Sabourin au (613) 951-3735, Division de l'analyse micro-économique. ■

## Production et écoulement des produits du tabac Octobre 1999

La production d'octobre s'est élevée à 4,3 milliards de cigarettes, en hausse de 13 % par rapport à septembre, mais tout de même en baisse de 12 % comparativement à octobre 1998. La production cumulative depuis le début de l'année s'établit

à 40 milliards de cigarettes, en baisse de 3 % par rapport à celle de 1998.

Les livraisons des fabricants, qui ont atteint 4,2 milliards de cigarettes en octobre, étaient supérieures de 5 % à celles du mois dernier et de 6 % à celles d'octobre 1998. S'élevant à 39 milliards de cigarettes, les livraisons cumulatives depuis le début de l'année étaient de 2 % inférieures aux livraisons totales à la fin d'octobre 1998.

Les stocks ont diminué de 12 % en octobre, les stocks de fermeture ayant tombé à 3,7 milliards de cigarettes, en baisse de 6 % comparativement aux 3,9 milliards enregistrés à la fin d'octobre 1998.

#### **Données stockées dans CANSIM: matrice 46.**

Le numéro d'octobre 1999 de *Production et disposition des produits du tabac* (32-022-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Peter Zylstra au (613) 951-3511 ([zylspet@statcan.ca](mailto:zylspet@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

#### **Acier en formes primaires**

Semaine se terminant le 20 novembre 1999 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 20 novembre 1999 a atteint 303 202 tonnes, en baisse de 4,4 % par rapport aux 317 251 tonnes produites la semaine précédente et en hausse de 10,2 % comparativement aux 275 197 tonnes produites la semaine correspondante de l'année précédente. Le total cumulatif au 20 novembre est de 14 277 020 tonnes, en légère hausse comparativement aux 14 130 095 tonnes produites durant la même période en 1998.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Andy Shinnan au (613) 951-3515 ([shinand@statcan.ca](mailto:shinand@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

#### **Scieries et ateliers de rabotage**

Septembre 1999 et troisième trimestre de 1999

Les scieries et ateliers de rabotage ont livré 6 149,9 milliers de mètres cubes de bois d'oeuvre en septembre 1999, en hausse de 10,7 % par rapport à septembre 1998.

Les livraisons pour le troisième trimestre de 1999 s'élèvent à 17 222,5 milliers de mètres cubes de bois d'oeuvre, en baisse de 7,6 % par rapport au trimestre précédent. Les livraisons sont toutefois en hausse de 4,9 % par rapport à la même période en 1998.

L'industrie de la construction au Canada et aux États-Unis est demeurée vigoureuse en dépit de la hausse récente des taux d'intérêt. Au Canada, après avoir augmenté légèrement au deuxième trimestre, les mises en chantier ont diminué de 0,3 % au troisième trimestre. Il s'agit d'une augmentation de 6,2 % par rapport à la même période en 1998.

Après s'être repliées de 8,8 % au deuxième trimestre, les mises en chantier aux États-Unis se sont accrues de 2,4 % au cours du troisième trimestre par rapport au trimestre précédent. Pour les trois premiers trimestres de 1999, il s'agit d'une augmentation de 5,3 % par rapport à la même période en 1998, ce qui constitue un ralentissement par rapport à un taux d'accroissement de 7,6 % pour les deux premiers trimestres.

Ce ralentissement dans le rythme de croissance a contribué à faire diminuer les prix du bois d'oeuvre résineux tout au long du troisième trimestre, après qu'ils ont eu atteint un sommet à la mi-juillet.

Pour le troisième trimestre de 1999, les livraisons des scieries ont augmenté de 8,6 % en Alberta et de 7,4 % en Colombie-Britannique comparativement au même trimestre en 1998. Il s'agit d'augmentations plus faibles qu'au deuxième trimestre. La situation est plus mitigée dans l'est du pays qui affiche une augmentation de 2,8 % par rapport au troisième trimestre de 1998, dont une baisse de 6,0 % en Ontario et une hausse de 4,6 % au Québec.

#### **Données stockées dans CANSIM: matrices 53 et 122 (série 2).**

Le numéro de septembre 1999 de *Scieries et ateliers de rabotage* (35-003-XIB, 9 \$ / 86 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-3516 ([simales@statcan.ca](mailto:simales@statcan.ca)), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

## Dépenses de protection de l'environnement des entreprises

1996 (données révisées) et 1997 (données provisoires)

Les dépenses d'investissement des entreprises au chapitre de la protection de l'environnement s'élevaient à 1,7 milliard de dollars en 1997, chiffre en baisse de 8,7 % par rapport aux dépenses de 1996 (incluant la catégorie «autres industries manufacturières»). Cette réduction s'explique par une baisse de 16 % des dépenses en immobilisations pour des procédés en bout de chaîne – procédés ayant été installés uniquement dans le but de réduire les substances nuisibles résultant de l'activité normale de production. En comparaison, les dépenses en immobilisations pour des changements intégrés au procédé, visant à prévenir les rejets de polluants résultant de la production, se sont accrues d'un peu plus de 5 %. Depuis 1994, la première année de l'enquête, les entreprises ont graduellement diminué leur investissement pour des technologies en bout de chaîne, tandis qu'elles augmentaient leur investissement pour des changements plus propres intégrés au procédé.

L'industrie des pâtes et papier était à l'origine des dépenses en immobilisations au chapitre de la protection de l'environnement les plus élevées pour une quatrième année consécutive, ces dernières s'élevant à 331,5 millions de dollars en 1997. Dans cette industrie, les dépenses d'investissement au chapitre de la protection de l'environnement se caractérisaient par de larges montants alloués aux procédés en bout de chaîne (180,0 millions de dollars) et aux changements intégrés (136,8 millions de dollars).

Toutefois, les dépenses en immobilisations totales dans l'industrie des pâtes et papier au chapitre de la protection de l'environnement ont diminué de près de 50 % par rapport aux dépenses de 1996. Des sources proches de l'industrie suggèrent que les entreprises de pâtes et papier ont modifié leurs priorités en substituant aux larges investissements réalisés à la fin des années 1980 et au début des années 1990 dans le domaine de la protection de l'environnement des projets visant à améliorer les procédés de production et la qualité du produit.

L'industrie de première transformation des métaux était un facteur à l'origine du deuxième montant d'investissement au chapitre de la protection de l'environnement le plus élevé (290,4 millions de dollars), chiffre en hausse de 16 % par rapport à

l'investissement de 1996. Dans cette industrie, les dépenses en immobilisations pour des changements intégrés au procédé ont diminué de près de 19 millions de dollars, mais cette baisse était plus que compensée par un accroissement de 46 millions de dollars des dépenses d'investissement en procédés en bout de chaîne.

Les dépenses d'exploitation des entreprises au chapitre de la protection de l'environnement n'ont à peu près pas changé de 1996 à 1997; elles s'élevaient à 3,0 milliards de dollars (incluant la catégorie «autres industries manufacturières»). Les dépenses d'exploitation pour des procédés en bout de chaîne représentaient 48 % des dépenses d'exploitation au chapitre de la protection de l'environnement (excluant la catégorie «autres industries manufacturières»).

En comparaison, les dépenses d'exploitation pour des changements intégrés au procédé constituaient près de 16 % des dépenses d'exploitation au chapitre de la protection de l'environnement. Les industries des pâtes et papier et de la première transformation des métaux étaient un facteur à l'origine des dépenses d'exploitation au chapitre de la protection de l'environnement les plus élevées (478,3 millions de dollars et 485,4 millions de dollars respectivement).

**Nota:** Les résultats provisoires de L'Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement de 1997 sont maintenant disponibles. Cette enquête portait sur les dépenses en immobilisations et les dépenses d'exploitation effectuées par les entreprises afin qu'elles soient conformes à des réglementations ou à des accords volontaires environnementaux. Certaines entreprises investissent aussi dans des activités qui peuvent avoir un avantage environnemental, mais qui ne sont pas nécessairement réalisées en réponse à une réglementation ou à une initiative volontaire. Ce type d'investissement n'est pas inclus en principe.

Les estimations révisées de 1996 et les estimations provisoires de 1997 sur les dépenses de protection de l'environnement par industrie et par type d'activité sont disponibles sur demande. Un rapport analytique détaillé des estimations de 1996 et de 1997 sera publié au début de l'an 2000 dans le site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Alice Born au (613) 951-3728, Division des comptes et de la statistique de l'environnement. Télécopieur: (613) 951-0634. □

**Dépenses de protection de l'environnement par industrie et type d'activité  
1997 (données provisoires)**

Industrie	Surveillance environnementale	Vérifications et évaluations environnementales	Assainissement et désaffectation	Protection de la faune et de l'habitat	Procédés de LCP <sup>1</sup> en bout de chaîne	Procédés de LCP intégrés	Frais, amendes et permis	Autres	Total
millions de \$									
<b>Dépenses d'exploitation</b>									
Exploitation forestière	1,6	3,1	10,5	68,8	7,9	1,7	0,5	2,0	96,1
Mines	20,4	7,5	54,9	3,2	122,4	39,0	4,1	20,0	271,6
Pétrole brut et gaz naturel	17,4	13,4	107,4	1,6	61,1	15,2	6,8	26,0	248,8
Aliments	8,3	x	x	0,6	70,6	x	9,7	3,4	115,8
Boissons	0,6	0,5	1,4	-	13,4	1,3	2,8	2,2	22,2
Pâtes et papier	52,6	11,9	6,4	25,4	251,1	95,7	9,2	26,1	478,3
Première transformation des métaux	44,0	5,6	28,5	6,0	319,0	60,5	4,9	16,9	485,4
Matériel de transport	6,5	2,7	2,8	3,8	101,7	12,0	1,4	8,7	139,5
Bois <sup>2</sup>	5,9	2,2	5,9	10,4	28,9	8,9	6,6	2,8	71,7
Produits minéraux non métalliques	1,8	3,2	6,2	-	17,6	5,5	1,4	3,4	39,1
Produits raffinés du pétrole et du charbon	7,3	3,8	32,8	0,5	111,2	66,0	0,2	13,5	235,3
Produits chimiques	32,1	7,1	30,8	1,3	105,4	34,3	2,2	15,2	228,3
Autres industries manufacturières	..	..	..	..	..	..	..	..	291,2
Transport par pipeline et distribution de gaz <sup>3</sup>	1,4	2,6	5,0	0,3	13,4	2,9	0,9	8,3	34,8
Énergie électrique	6,4	x	x	25,6	70,2	x	30,2	28,7	240,3
<b>Total, dépenses d'exploitation excluant les autres industries manufacturières<sup>4</sup></b>	<b>206,3</b>	<b>81,1</b>	<b>298,4</b>	<b>147,4</b>	<b>1 293,9</b>	<b>422,0</b>	<b>80,9</b>	<b>177,3</b>	<b>2707,4</b>
<b>Total, dépenses d'exploitation</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>2998,6</b>
<b>Dépenses en immobilisations</b>									
Exploitation forestière	-	0,6	0,8	0,8	0,9	4,6	...	...	7,6
Mines	2,3	5,2	7,7	0,8	31,0	33,4	...	...	80,4
Pétrole brut et gaz naturel	7,7	8,7	63,4	3,2	59,2	40,7	...	...	183,0
Aliments	x	0,1	x	x	39,5	31,5	...	...	73,8
Boissons	0,8	0,1	0,8	-	3,4	1,4	...	...	6,5
Pâtes et papier	6,2	1,9	3,5	3,0	180,0	136,8	...	...	331,5
Première transformation des métaux	18,5	0,4	x	x	107,7	161,9	...	...	290,4
Matériel de transport	0,8	0,2	x	x	24,8	93,2	...	...	121,2
Bois <sup>2</sup>	3,4	1,0	x	x	49,3	21,6	...	...	77,4
Produits minéraux non métalliques	0,3	0,7	1,9	-	19,8	9,4	...	...	32,1
Produits raffinés du pétrole et du charbon	2,8	3,1	13,4	3,8	38,7	63,2	...	...	124,8
Produits chimiques	7,4	5,3	9,5	0,8	65,0	65,5	...	...	153,6
Autres industries manufacturières	..	..	..	..	..	..	...	...	82,9
Transport par pipeline et distribution de gaz <sup>3</sup>	0,6	6,2	5,0	1,3	14,1	43,3	...	...	70,6
Énergie électrique	x	18,9	x	17,5	57,4	9,8	...	...	113,9
<b>Total, dépenses en immobilisations excluant les autres industries manufacturières<sup>4</sup></b>	<b>61,0</b>	<b>52,4</b>	<b>113,9</b>	<b>32,4</b>	<b>690,8</b>	<b>716,5</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1666,8</b>
<b>Total, dépenses en immobilisations</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>..</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1749,7</b>

<sup>x</sup> *Confidentiel conformément aux exigences entourant le secret de la Loi sur la statistique.*

<sup>..</sup> *Données indisponibles.*

<sup>...</sup> *N'ayant pas lieu de figurer.*

<sup>-</sup> *Néant ou zéro.*

<sup>-</sup> *Nombres infimes.*

<sup>1</sup> (LCP) *Lutte contre la pollution. En ce qui concerne les dépenses d'exploitation, l'achat de services de gestion des déchets et de services d'égout est inclus dans cette catégorie.*

<sup>2</sup> *Les dépenses dans l'industrie du bois étaient comprises dans la catégorie «autres industries manufacturières» en 1996, mais sont présentées séparément en 1997. L'industrie des boîtes et palettes de bois et celle des cerceaux et bières sont exclues.*

<sup>3</sup> *Inclut les industries suivantes: transport par pipeline et distribution de gaz naturel.*

<sup>4</sup> *Une répartition détaillée des dépenses par activité de protection de l'environnement n'est disponible que pour les industries listées.*

**Note:** *Estimations provisoires. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.*

## NOUVELLES PARUTIONS

**Production et disposition des produits du tabac**,  
octobre 1999

**Numéro au catalogue: 32-022-XIB**  
(Canada: 5\$/47\$).

**Scieries et ateliers de rabotage**, septembre 1999

**Numéro au catalogue: 35-003-XIB**  
(Canada: 9\$/86\$).

**Recueil de statistiques de l'état civil**, 1996

**Numéro au catalogue: 84-214-XIF**  
(Canada: 33\$).

**Recueil de statistiques de l'état civil**, 1996

**Numéro au catalogue: 84-214-XPF**  
(Canada: 45\$; à l'extérieur du Canada: 45\$US).

**L'utilisation de la détention provisoire au Canada**,  
1988-1989 à 1997-1998

**Numéro au catalogue: 85-550-XIF**  
(Canada: 26\$).

**Les prix n'incluent pas les taxes de vente.**

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou  
-XIF représentent la version électronique en vente sur  
Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB  
ou -XPF, la version papier.

### Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPF, Canada 16\$; à l'extérieur du Canada: 16\$US).  
L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

**Pour commander les publications par téléphone:**

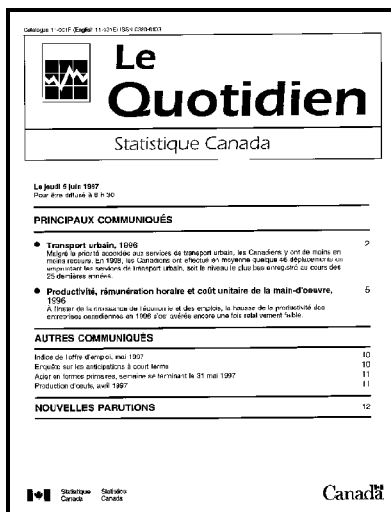
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	<b>1 800 267-6677</b>
Pour les autres pays, composez:	<b>1 613 951-7277</b>
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	<b>1 877 287-4369</b>
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	<b>1 800 700-1033</b>

**Pour commander par la poste, écrivez à:** Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada,  
Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada,  
ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet:** écrivez à [order@statcan.ca](mailto:order@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web  
de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**



**Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada**

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.ca](mailto:lstproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, [belajul@statcan.ca](mailto:belajul@statcan.ca)

Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088, [prevcha@statcan.ca](mailto:prevcha@statcan.ca)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1999. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.